L'intervention sociologique, une méthode de recherche engagée

Engagement and sociologic intervention

Philippe Bataille

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5538>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5538

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 251-260

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Philippe Bataille, « L'intervention sociologique, une méthode de recherche engagée », *Questions de communication* [En ligne], 4 | 2003, mis en ligne le 09 octobre 2015, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5538> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5538

> ÉCHANGES

PHILIPPE BATAILLE

Groupe de recherche sur les actions et les croyances collectives

Université de Lille 3

Centre d'analyse et d'intervention sociologique, CNRS

École des hautes études en sciences sociales

batailleph@aol.com

L'INTERVENTION SOCIOLOGIQUE, UNE MÉTHODE DE RECHERCHE ENGAGÉE

Résumé. — Dans un entretien avec Béatrice Fleury-Vilatte et Jacques Walter, le chercheur Philippe Bataille évoque les étapes de sa carrière. Fils d'ouvrier, sa rencontre avec la sociologie, surtout celle d'Alain Touraine, croise des préoccupations nées de l'observation qu'il fait des crises qui affectent les houillères et le secteur du textile dans le Nord. Aussi, les modèles d'analyse de la transformation industrielle ou culturelle conceptualisent-ils sa propre expérience. Son engagement se fonde très tôt sur la proximité, puis sur l'intérêt pour les phénomènes d'exclusion et les mécanismes de domination. Le sociologue considère qu'il est un transcripteur, au sens où il transcrit la parole de celui qui souffre, mettant en lumière des situations qu'il donne à voir et à connaître. L'analyse est produite lors de ce déplacement, donc en relation directe avec les acteurs, auteurs de la parole. L'engagement dans le domaine politique et la présence dans le champ médiatique prolongent l'effort de connaissance, parfois l'ambition de transformation sociale. Comme méthode de recherche, l'intervention sociologique épouse exactement la démarche du sociologue. Elle reste à ses yeux la méthode la plus adaptée pour analyser l'action sociale et culturelle. Le chercheur n'exclut pas non plus de participer à des instances de décision dès lors qu'il s'agit de peser sur des systèmes de décision pour corriger des inégalités sociales ou de traitement, par exemple en raison de l'origine nationale ou culturelle.

Mots clés. — Intervention sociologique, engagement, discrimination, minorités, maladie, monde du travail, politique.

Jacques Walter. — Vous êtes un sociologue, engagé dans certaines causes, comme la lutte contre la discrimination au travail. Existe-t-il un lien entre votre trajectoire de chercheur et un certain type d'engagement ?

Philippe Bataille. — J'étais étudiant en économie lorsque je suivais un cours optionnel en sociologie. Alors que je découvrais cette discipline, très vite les sociologues qui m'ont le plus intéressé étaient très engagés, en particulier Alain Touraine que je lisais beaucoup.

Jacques Walter. — Plus précisément, comment caractérisez-vous l'engagement d'Alain Touraine ?

Philippe Bataille. — En 1981/1982, lorsque j'étais en Deug d'économie, j'ai lu *La société post-industrielle* (1969). Je devinais que ce livre me parlait très directement mais je n'y comprenais rien. Il parlait de la fin du modèle industriel, donc d'un monde auquel je m'identifiais car il s'agissait aussi du Nord du monde ouvrier auquel appartenait mon père. Le Nord vivait la crise de l'industrie sidérurgique. J'avais participé aux manifestations des métallurgistes à la fin des années 70. Je peux vous dire que, encore aujourd'hui, je garde le souvenir d'un immense gâchis lorsque je repense à tous ces hommes et ces femmes qui se savaient perdus. Le désespoir emplissait leur visage. Leurs manifestations étaient tout sauf festives. Rien à voir avec les joyeux cortèges des alter-mondialistes qui défilent entre deux concerts. En manifestant, on traversait des villes qui s'effondraient derrière nos pas, comme Maubeuge, Valenciennes, Denain, Cambrai... À deux enjambées de là, le travail dans les mines était déjà presque oublié. Tandis que, dans la région de Roubaix, le secteur du textile avait vécu ses derniers feux au milieu des années 70. Dans cette période du début des années 1980, est intervenue une tentative de reconstruction industrielle autour d'un pôle situé à Dunkerque, entraînant des déplacements de populations auxquels ma famille n'allait pas participer. J'avais alors vingt ans. Je n'étais pas militant dans un mouvement politique ou syndical, même si je traînais beaucoup dans ce monde de la revendication et de la contestation. Je me sentais assez éloigné des militants de l'après mai 68 qui étaient évidemment présents dans le milieu étudiant du tout début de ces années 80. Je savais être issu du monde ouvrier et populaire. Je devinais qu'il allait être balayé par la crise et par les restructurations. Lisant *La société post-industrielle*, la sociologie comme discipline m'a séduit. La curiosité aidant, j'ai alors lu beaucoup, parvenant à de premières analyses sur ce qui se passait autour de moi. En tout cas, la sociologie m'éclairait plus que l'économie, cursus que j'ai alors quitté. Dans ce travail un peu solitaire que sont finalement les études, toujours entouré du fracas du monde qui s'effondrait autour de moi, la sociologie m'apparaissait comme une discipline qui permettait aussi bien l'engagement de la pensée que le dégagement des affects. Ce qui n'était pas rien pour un tempérament plutôt fougueux, à ses heures emportées par la révolte et l'indignation. La sociologie, comme science, allait me permettre d'accéder à ce que je ne comprenais pas, en même temps qu'à un engagement à l'égard d'une pensée, une enquête ou une œuvre.

Jacques Walter. — Pour autant, est-ce que le fait de suivre des études en sociologie a fonctionné comme un engagement ?

Philippe Bataille. — Pas vraiment. L'engagement tient plus à ma démarche de sociologue et dans le choix de mes objets. Avec une certaine ambivalence, du reste, car j'ai toujours travaillé sur des objets qui ne me concernaient pas directement. Par exemple, en 1985, j'ai terminé un mémoire de maîtrise sur l'homosexualité masculine sans être homosexuel. Ensuite, j'ai fait une thèse sur le féminisme alors que je ne suis pas une femme. Je travaillais sur la question du féminisme et de la bioéthique en m'intéressant à la procréation médicalement assistée. Par la suite, j'ai mené des recherches sur le racisme et la discrimination, sans que je sois victime d'une quelconque discrimination raciale. Enfin, j'ai mené des recherches sur les maladies sans que je sois malade ou que la maladie touche des personnes de mon entourage. Ces objets ne me concernent ni ne m'engagent personnellement. En revanche, ils m'ont toujours interpellé par les peurs et les stigmates qui les caractérisent. Ils m'ont donc toujours rapproché des minorités ou des stigmatisés, et m'ont fait réfléchir aux multiples facettes de la discrimination, ainsi qu'aux logiques de fonctionnement des modèles dominants et aux mécanismes de la domination ordinaire. Tous renvoient aussi à une meilleure connaissance des représentations culturelles du minoritaire et à la place de la différence dans la société française.

Dans ces recherches, je me suis toujours rapproché des situations étudiées, me trouvant dans un rôle de « transcripteur », disons de celui qui donne à voir et à connaître la situation vécue des autres. De ce point de vue, l'étude concernant les maladies graves est parlante. Effectivement, il est difficile de se substituer à la position ou à l'expérience subjective et objective d'un malade. Aussi, quand je parle de « transcripteur », j'utilise ce terme avec les précautions qui s'imposent. Le sens que je lui donne se rapproche de la notion de passeur, m'appuyant sur la parole de l'autre, la déplaçant indiscutablement, mais la restituant aussi. Le vis-à-vis à cette parole d'acteur qu'il s'agit de mettre en évidence est toujours un système qui écrase, aliène, désobjectivise, méprise, provoquant parfois des tentations communautaires en réponse à ces rapports de domination. Domination dont je tiens à préciser aujourd'hui qu'elle est si brutale et radicale qu'elle conduit parfois à la quasi-folie. J'ai vu des gens qui souffraient de leur situation de minoritaires ou de dominés à un point tel qu'ils en perdaient toute référence au sens, donc perdaient aussi leur capacité d'action. Or, la sociologie étudie la capacité d'action des sujets. Dès lors, on ne peut pas reprocher au sociologue de s'efforcer de la restaurer, lorsqu'elle est affaiblie ou négligée par des instruments de pouvoir et des rapports de domination. Le « transcripteur » dont je parle devient, à sa manière, un médiateur, mais d'action sociale et non uniquement de parole. Un curieux médiateur, puisqu'il réinstalle le conflit plutôt qu'il ne l'étouffe. Il cherche son expression plutôt que de l'étouffer. La sociologie engagée est une sociologie qui redonne de la capacité d'action à celui, ou celle, qui en est privé. Le sociologue croit que la société est le produit des hommes, non des institutions comme tendent à le faire croire ceux qui en ont le contrôle. Pour moi, ces idées ont été claires dès

le départ. Elles fondent mon choix des études et la pratique de ma discipline. En définitive, mon engagement, puisque c'est de cela dont nous parlons, consiste à produire de la connaissance sur un mécanisme de domination et de relégation *via* la discrimination, la ségrégation, la négation ou l'aliénation, et mes travaux restaurent la parole de celui qui vit cette situation jusqu'à la souffrance.

Béatrice Fleury-Vilatte. — Outre la fonction de médiateur qu'elles vous amènent à occuper, ces connaissances sur des objets spécifiques vous donnent-elles un rôle d'acteur social ou d'acteur politique ?

Philippe Bataille. — Le terme de médiateur me gêne par certaines de ses acceptions. Par exemple, il peut comporter le sens de conciliateur, d'intermédiaire, etc. Je crois trop à la vertu du conflit pour accepter d'endosser cette étiquette. Aujourd'hui, je me sens beaucoup plus proche des révoltés que des médiateurs. J'accepte pourtant l'étiquette s'il s'agit d'un médiateur qui met à jour les enjeux d'un conflit ou d'une tension, participant, bon gré mal gré, à la recherche d'une solution qui passe généralement par une transformation de l'ordre en place. Si c'est à cela que l'on fait référence, je peux tout endosser car, je reviens à la sociologie d'Alain Touraine, c'est au fond l'acteur qui doit nous attirer. Il est notre interlocuteur premier, privilégié. Il ne s'agit pas de tomber dans une quelconque fascination, ni de séduire avec des idées qui captent nécessairement l'attention du dominé, mais d'accepter le principe de la réflexion sur les catégories d'action qui sont à l'œuvre dans une volonté de changement social. Je pars de l'idée que le dominé cherche à changer sa condition. Ce faisant, je m'éloigne d'une analyse centrée sur l'aliénation, sans nier son existence. Du moins, je suppose qu'il est permis de s'en dégager sur le plan de la subjectivité. Il s'agit de comprendre comment la domination et le pouvoir contrôlent les espaces d'émancipation et empêchent l'accès à des terrains de lutte. Or, c'est précisément à l'ouverture — au sens d'un écartement — de ces espaces que sert la connaissance, ici la sociologie. Je pense que cette discipline est utile à ceux qui cherchent à échapper aux déterminismes sociaux et culturels de toute sorte, un peu comme le progrès a permis d'échapper aux déterminismes de la nature. Aujourd'hui, je dirai que mon engagement intellectuel consiste à aller à la rencontre de l'acteur et à chercher avec lui la perspective de sa reconstruction comme sujet. Mon sentiment est d'être allé au plus loin dans cette direction avec mes travaux sur la figure du malade, utilisant la méthode de l'intervention sociologique. La méthode consiste à tenter de réhabiliter l'individu en le relégitimant là où il est le plus faible.

Mais, vous me demandiez aussi dans quelle mesure j'accomplis un travail politique. Cette question est plus compliquée qu'il n'y paraît. La difficulté tient essentiellement au fait que la politique est déjà un champ construit. Quel rôle pouvons-nous jouer dans ce domaine dès lors que nous sommes des producteurs de connaissances et que le politique nous identifie comme tels, nous instrumentant dans la plupart de nos relations avec lui ? Pour moi, les choses sont simples. Je parle au politique comme dans les médias : lorsque j'ai quelque chose à dire. En dehors de ces périodes, je m'en tiens très à l'écart. L'enjeu est de contribuer à ouvrir l'espace que

je viens d'évoquer. Or, le chercheur peut le faire. Il lui revient d'aller jusqu'au terme de son acte de recherche, laissant aux acteurs le soin, mais aussi la responsabilité et le poids de l'action à mener. Le chercheur se retire toujours à un moment donné. Avoir participé à la révélation d'un problème, qui était nié jusqu'alors, peut rendre influent. Mais, il ne faut jamais oublier que le sociologue ne crée rien en tant que tel. Il ne fait jamais que rendre visible l'invisible et dicible l'indicible, comme l'a toujours dit Pierre Bourdieu. La souffrance est là, elle se révèle d'elle-même, à partir des démarches empiriques de travaux sociologiques. L'important est d'aller vers elle, de rechercher l'acteur amputé dans sa capacité d'action et de lui procurer, par la méthode employée, les moyens de se recomposer. En tant que transcripteur, entre révélateur et chercheur, je rends visible, à une échelle collective. Il est possible de recourir aux médias et c'est même utile. Mais, il convient de laisser aux acteurs la capacité de défendre ces causes, ou de dénoncer des situations qui les concernent parce qu'ils les vivent. Nous, chercheur, restons concentrés sur l'analyse du social, produisant une connaissance sur l'ordre social, pas seulement sur des aspects particuliers de ce que cet ordre domine.

Jacques Walter. — Votre engagement emprunte deux voies : la reconstruction et la médiatisation. En quoi consiste cette deuxième voie ? Est-elle une médiatisation de vos propres travaux ? Est-elle celle de l'acteur qui aurait quelque chose à dire et qui, grâce au travail, trouve un écho dans l'espace public ? Enfin, comment articulez-vous, d'un point de vue théorique, le rapport à l'acteur et le rapport aux médias ?

Philippe Bataille. — Médiatiser permet d'inscrire une question sociale ou un problème social dans l'espace public. Politiser permet de l'inscrire dans l'agenda politique. Les deux vont évidemment ensemble, compte tenu de la relation que ces deux champs entretiennent. Lorsque je le fais, nul doute que je retrouve une veine militante qui m'amène au seuil de la chose politique. Mais, le problème est triple. Je ne suis pas sujet de la cause dont je parle, précisément parce que je ne fais qu'en parler; même si j'ai élaboré une connaissance. Je ne maîtrise pas le champ médiatique qui retient, ou pas, mes idées et mes thèses, ou plus simplement s'intéresse à mes analyses. Je n'appartiens pas au champ politique qui a des modes de fonctionnement qui sont très éloignés des miens. En outre, le chercheur ne s'identifie ni à la cause, ni à l'acteur au risque de renouveler la figure de l'intellectuel organique. Dans mon cas, le fait d'avoir travaillé sur des choses qui ne me concernaient pas directement m'a beaucoup servi. Quoique, à y réfléchir avec vous, je peux renverser ma proposition initiale et dire, qu'en définitive, j'ai toujours travaillé sur moi si je prends le point de vue du dominant, étant hétérosexuel, homme, blanc et bien portant. En ces termes, je suis immanquablement du côté du pouvoir et du système. Pour autant, la subjectivité de l'acteur peut séduire. N'oublions pas que nous occupons des positions de pouvoir qui exercent aussi des forces sur nos travaux. Il n'empêche que la plupart des enquêtes que j'ai commencées ont toujours débuté par un difficile travail de rencontre qui m'a permis d'accéder à la connaissance d'une situation vécue. Cette démarche demande un grand travail d'écoute et d'observation. Tout est à découvrir, d'où les

micros que je tends, la parole que je vais chercher, les rencontres, les immersions... Là, prend sens la méthode de l'intervention sociologique qui me permet d'appréhender la subjectivité de l'autre, sans confusion.

Dès lors, quand, sur la scène publique – y compris médiatique et politique – je rends visibles des questions sociales qui, jusque-là, avaient pu être ignorées ou négligées, je le fais en tirant profit d'un contexte donné où interfèrent des paramètres d'opportunités et de disponibilité. Prenons l'exemple de mon étude sur les malades et la manière dont j'ai parlé de ces derniers. Si j'avais fait cela il y a dix ans, j'aurais été inaudible et, moi-même, je n'aurais pas pensé le faire. La médiatisation n'est possible que parce que l'on trouve ensuite un ton pour parler de l'objet étudié, et surtout parce qu'on apporte une connaissance. Il ne faut jamais négliger cet aspect au risque de devenir un instrument du champ médiatique. De même, avec le champ politique. La logique du nom peut alors être utile. Il vaut parfois effectivement mieux intervenir en se construisant un nom propre, que parler sous couvert d'une étiquette institutionnelle. Il m'est arrivé de faire retirer toute étiquette d'appartenance à des institutions lorsque j'intervenais dans l'espace médiatique. Nullement par dédain ou mépris pour ces étiquettes auxquelles je tiens beaucoup par ailleurs, mais pour me confronter, seul, à cet espace et porter librement ce que j'avais à dire. Ma liberté n'en a été que plus grande et mon engagement plus responsable. Dans tous les cas, recourant aux médias, agissant de même avec le champ politique, c'est la perspective du changement et la capacité de peser sur un système de décision qui m'intéresse. C'est ce que j'ai fait pour le racisme à l'embauche.

Jacques Walter. — Précisément, sur le plan médiatique, est-ce que vous n'avez pas été rattrapé par la cause ? Est-ce que lorsqu'on vous entendait à la radio, au moment où vous travailliez sur les discriminations, on ne se disait pas que Philippe Bataille est celui qui porte la cause de la lutte contre la discrimination au travail ? Pouvez-vous nous parler de vos relations avec les journalistes, puisque vous avez beaucoup d'expérience en la matière ?

Philippe Bataille. — Il arrive qu'on soit utilisé par les journalistes en devenant une personne « ressource » qui légitime un discours, justement en vous appliquant des titres et des appartenances à des institutions d'emblée prestigieuses. Pour ma part, j'ai éprouvé un véritable malaise dans ce rôle, même si j'ai toujours considéré qu'il fallait répondre à la sollicitation médiatique. Cela est si vrai que j'ai changé d'objet au moment où j'ai pu apparaître comme l'expert, presque incontournable, sur une question qui occupait de plus en plus l'avant-scène des médias. Il est des moments où on ne maîtrise plus la situation dans le rapport aux médias ou au champ politique. J'ai franchement eu le sentiment de me trouver enfermé dans une parole préconstruite, d'être celui qui apportait une forme de preuve de l'existence du phénomène. Dans ce cas, il ne faut pas se prêter à n'importe quel jeu. Je rappelle ici que l'on n'a vu ou entendu que les interventions médiatiques que j'ai effectivement accomplies et, de fait, pas celles auxquelles je ne me suis pas rendues. Accepter suppose donc

de penser, peut-être avec illusion, qu'il est possible de ramener la question initiale du journaliste, si elle ne convient pas tout à fait, à son propre questionnement. J'en donne un exemple : on m'a demandé, il y a peu de temps, d'intervenir sur la Cinq dans une émission médicale à très grand public, la plus importante probablement dans le domaine de la santé. Il s'agissait de traiter du cancer des femmes et de leur sexualité. J'ai dit n'être pas nécessairement le mieux placé pour traiter de front cette question, même s'il était possible de se référer à mon livre et à mes recherches. Bref, je disais non, tout en laissant entendre que j'avais des choses à dire sur un sujet quelque peu différent. Ce qui était vrai. Si le lien entre cancer et sexualité me gênait, j'étais intéressé, en revanche, par la question du féminin face à la maladie grave. Toutefois, je ne pouvais pas accepter que ce féminin soit réduit à la sexualité, car il s'agissait aussi de questions de genre. J'ai dit que j'étais disposé à traiter de la réaction des femmes face au cancer. Finalement, ce sera le thème de l'émission et je m'y rendrai, développant mes thèses. Franchement, dans un tel cas qui est assez classique, je n'ai pas le sentiment de servir de caution scientifique ou d'expert.

C'est la même chose pour les rapports au politique. Sous cet angle, il faut probablement rendre plus professionnel l'engagement de l'intellectuel. Dans ce domaine, une génération comme la mienne s'est sentie à la traîne. Je suis né en 1960. Comme tous ceux de cette époque, les modèles d'intellectuels engagés ont été sartrien ou foucauldien. Tout ne paraît que compromission à côté de ces figures qui ont marqué une génération de jeunes étudiants. Encore aujourd'hui, le chercheur se présente quasi-coupable devant le politicien. Je considère qu'il est temps de sortir de cette situation, dès lors que l'on a quelque chose à dire. Le problème n'est pas que les intellectuels n'interpellent pas le champ politique, mais qu'ils n'ont pas grand chose à y dire, ou qu'ils se sentent bafoués dans cette relation. Le dernier aspect n'est pas à négliger. Face à cela, il faut tout de même rappeler que c'est le politique qui a besoin de l'intellectuel et pas le contraire. Penser en ces termes simplifie le contact.

Béatrice Fleury-Vilatte. — Dans le numéro précédent de *Questions de communication* (Fleury-Vilatte, Walter, 2003), nous avons constaté que les chercheurs ne se référaient pas à une grande cause. Dans ce que vous venez de dire, vous parlez d'engagement professionnalisé du sociologue dans l'espace public. Par ceci, est-ce que vous entendez l'idée d'une spécialisation de la connaissance transmise ?

Philippe Bataille. — Aucunement. Je peux en faire la démonstration jusqu'à dénoncer la perversion que représente tant la professionnalisation de l'engagement que celle de l'engagement fondé sur une qualité professionnelle. À partir de mon champ d'expertise et de compétence – la discrimination et le racisme –, présent sur le plan médiatique comme sur le plan politique, notamment au cours de la période où j'ai travaillé avec Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, j'ai craint de ne pas parvenir à me renouveler en tant que chercheur. J'ai échappé à ce mauvais sentiment en travaillant sur un

nouvel objet : le champ de la maladie et du malade. Mais, auparavant, il était évident qu'il était possible de tenter de changer les choses sur le racisme et la discrimination. Y parvenir passait nécessairement par l'engagement du chercheur, en appui à des structures déjà existantes, tels les réseaux associatifs qui luttent contre le racisme. Des projets ont été menés avec la Ligue des droits de l'homme (LDH), le Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP), SOS racisme ou la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA). Ce travail a permis la création d'un instrument au carrefour du militantisme associatif, de la décision politique et de la connaissance scientifique. Cet instrument a été le Groupe d'étude sur les discriminations (GED) qui est ensuite devenu le Groupe d'étude et de lutte contre les discriminations (GELD), en captant le 114 et en se reliant aux Commissions d'accès à la citoyenneté (CODAC). Le dispositif existant sera peut-être un jour la Haute autorité administrative indépendante. Ce projet représente plusieurs années de travail. Le chercheur que je suis s'y est engagé, en apportant son savoir et ses compétences sur les phénomènes racistes et discriminatoires à des cercles associatifs. Fallait-il ne pas le faire ?

Jacques Walter. — Est-ce que vous considérez que la fonction du chercheur est de participer à la construction de politiques ou d'actions publiques ?

Philippe Bataille. — *A priori*, je dirais oui, à condition qu'il y ait conscience des enjeux que cela représente. En réalité, il est difficile de trancher. Au départ, j'ai pensé que la fonction du chercheur était de participer à la construction de politiques publiques. Au bout du compte, les déceptions aidant, je pourrais dire non. Pourtant, je maintiens quand même mon oui ! Au moment où j'ai participé à l'élaboration d'une politique publique sur la discrimination et le racisme, j'ai vu que les acteurs politiques, les acteurs associatifs et les acteurs médiatiques étaient pris dans des controverses stériles. L'intervention du chercheur avait une qualité spécifique absolument nécessaire pour – entre autres objectifs –, dépasser les polémiques qui se jouaient à l'intérieur de chacun des champs concernés. Mais, il faut avouer que l'on ne tient pas longtemps dans cette posture, sauf à renoncer de tenir le rôle de chercheur. Ma position se comprend toutefois mieux si on comprend que, pour moi, il existe un apport du chercheur au projet de la transformation sociale. Cette spécificité est toujours menacée par toutes sortes d'attraits et de jeux politiques, dont le plus grand reste probablement l'attrait que le chercheur ressent pour le champ de la décision politique. C'est la même chose avec les médias. On peut trouver valorisante l'idée d'aller sur un plateau de télévision ou dans le studio d'une radio. Avec le champ associatif, une séduction analogue peut se jouer. En effet, l'associatif porte la cause des acteurs. Convaincre est si attrayant que le chercheur peut céder à la tentation de passer de son côté, fasciné par le monde de l'action.

Béatrice Fleury-Vilatte. — Nathalie Heinich (2003 : 117-127) identifie plusieurs profils ou postures : celle de l'intellectuel, celle de l'expert et enfin celle du

penseur. Elle se définit elle-même comme sociologue et récuse la légitimité des autres postures. Comment vous définissez-vous puisque vous montrez que, par votre vécu, vous avez endossé l'habit d'expert tandis que vous affirmez tenir la posture de sociologue ?

Philippe Bataille. — Je ne pense pas qu'il existe un modèle construit de penseur, de chercheur ou d'expert. Je n'ai jamais agi en référence à un modèle, mais en saisissant des opportunités qui permettent, à un moment donné, de participer au changement social, éventuellement en entrant en relation avec le politique. En ce qui me concerne, si la gauche n'avait pas gagné les élections législatives de 1997, ma proximité avec le politique aurait été nulle. De façon plus générale, je ne me suis jamais posé la question qui consistait à me demander à quel modèle de chercheur je pouvais bien appartenir. Le travail que je fais et celui pour lequel je suis payé : aller sur le terrain, révéler et déconstruire les situations de domination. Par conséquent, de mon point de vue, le modèle qui sous-tend la visibilité d'un chercheur a beaucoup à voir avec son opportunisme. Cela n'est en rien coupable. Je revendique même cette posture de l'opportunisme s'il s'agit de promouvoir des idées et de s'engager dans le changement social. Être un intellectuel ne se mesure pas au fait de passer ou pas dans les médias, mais selon que l'on fait avancer ou pas la connaissance.

Jacques Walter. — Toujours dans le même article, Nathalie Heinrich utilise la formule suivante pour qualifier sa manière de prendre position : elle se dit adepte d'une forme de « neutralité engagée ». Est-ce qu'il vous semble que cette formule a une valeur opératoire qui, éventuellement, pourrait qualifier votre propre action ?

Philippe Bataille. — *A priori*, je dirais non, quoique la formule soit défendable. Par ailleurs, cette formule me paraît un compromis savant entre la figure classique de l'intellectuel qui a, dans le cas français, toujours été proche de l'action politique, et les états d'âme coupables que celui-ci ressent dans son rapport à la chose politique. Mais, je ne m'y reconnais pas car, à terme, cette tension, dont je ne nie pas l'existence, peut malgré tout avoir un aspect aliénant. Je m'en dégage en défendant l'idée que nous devons toujours travailler sur des sujets qui nous intéressent, parfois nous impliquent, comme le font les femmes qui travaillent sur le féminisme. Il faut aussi savoir à partir de quel lieu on travaille. En ce qui me concerne, c'est l'université. Or, l'université française demeure un cadre luxueux pour qui veut défendre des idées nouvelles ou non majoritaires. Les relations avec les étudiants incitent aussi à produire des méthodes et des techniques de recherche adaptées à nos objets. Pour ma part, dans ces relations, je résous la plupart des tensions qui m'animent et que nous venons d'évoquer. Car même les intellectuels sont confrontés à des réalités ! L'université en est une, avec ses graves crises et ses dysfonctionnements. Pour moi, y travailler reste un grand privilège. L'université est tribune, mais aussi refuge quand tout va mal.

D'un mot, à propos de mes recherches, tout tient à la perception initiale d'appartenir à une société qui casse, détruit, domine et annihile. Mais, j'ai toujours considéré que ce pouvoir n'était pas absolu. Je ne serai pas là à vous parler. À l'inverse, je pense qu'il est possible de se glisser dans les failles de ce pouvoir et de voir naître des acteurs qui, précisément, vont dénoncer et transformer. Je crois au changement. Je crois en sa perspective. Je crois en la démocratie. Je crois au sujet et je crois que la domination peut ne pas être absolue. Quand, intuitivement, nous sentons que les choses peuvent bouger, nous devons y participer.

Entretien transcrit et mis en forme par Kamel Hamidou,
CREM, université de Metz
Béatrice Fleury-Vilatte et Jacques Walter

Références

- Bataille Ph., 1997, *Le racisme au travail*, Paris, Éd. La Découverte.
- 2003, *Un cancer et la vie. Les malades face à la maladie*, Paris, Balland.
- Heinich N., 2002, « Pour une neutralité engagée », *Questions de communication*, 2, pp. 117-127.
- Fleury-Vilatte B., Walter J., 2003, « L'engagement des chercheurs (2) », *Questions de communication*, 3, pp. 99-108.
- Touraine A., 1969, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël/Gonthier.